

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/CAN/211

6 août 2004

(04-3360)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

Original: anglais/
français

NOTIFICATION

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>CANADA</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Santé Canada
3.	Produits visés (Prière d'indiquer le (les) numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS devraient aussi être indiqués, le cas échéant): l'enzyme amylase maltogène (ICS: 67.220.20)
4.	Régions ou pays susceptibles d'être concernés, si cela est pertinent ou faisable: non établie
5.	Intitulé, langue et nombre de pages du texte notifié: Autorisation de mise en marché provisoire concernant l'utilisation de l'enzyme amylase maltogène obtenue à partir du <i>Bacillus subtilis</i> BRG-1 (pBRG-1) génétiquement modifié dans l'amidon utilisé dans la production de dextrines, de maltose, de dextrose, de glucose (sirop de glucose) ou de solides de glucose (sirop de glucose déshydraté) ainsi que dans une variété de produits de boulangerie (disponible en anglais et français; pages 2103-2104).
6.	<p>Teneur: Une disposition existe actuellement au tableau V de l'article B.16.100 du <i>Règlement sur les aliments et drogues</i> autorisant l'utilisation de l'enzyme amylase maltogène produite à partir du <i>Bacillus subtilis</i> DN1413 (pDN1413) dans la production d'agents édulcorants issus de l'amidon et d'une variété de produits de boulangerie à des limites conformes aux bonnes pratiques industrielles. De plus, une autorisation de mise en marché provisoire (AMP) a été publiée dans la Partie I de la <i>Gazette du Canada</i> du 21 juin 2003 (G/SPS/N/CAN/177¹) afin de permettre l'utilisation immédiate de l'enzyme amylase maltogène produite à partir du <i>Bacillus subtilis</i> LFA63. L'utilisation de cette enzyme a été permise aux mêmes fins que l'autre enzyme amylase maltogène déjà listée au Règlement pendant que le processus officiel de modification du Règlement suivait son cours.</p> <p>Santé Canada a reçu une demande afin de permettre l'utilisation de l'enzyme amylase maltogène produite à partir du micro-organisme <i>Bacillus subtilis</i> modifié génétiquement, soit le <i>Bacillus subtilis</i> BRG-1 (pBRG-1), contenant le gène du <i>Bacillus stearothermophilus</i> exprimant cette enzyme. L'évaluation des données disponibles confirme l'innocuité et l'efficacité de cette amylase maltogène obtenue à partir du <i>Bacillus subtilis</i> BRG-1 (pBRG-1) génétiquement modifié.</p>

¹ La notification G/SPS/N/CAN/206 remplace la notification G/SPS/N/CAN/177. De ce fait, les Membres sont invités à consulter la notification G/SPS/N/CAN/206.

	<p>Santé Canada se propose donc de recommander que le <i>Règlement sur les aliments et drogues</i> soit modifié afin de permettre l'utilisation de l'enzyme amylase maltogène obtenue à partir du <i>Bacillus subtilis</i> BRG-1 (pBRG-1) génétiquement modifié dans l'amidon utilisé dans la production de dextrines, de maltose, de dextrose, de glucose (sirop de glucose) ou de solides de glucose (sirop de glucose déshydraté) ainsi que dans une variété de produits de boulangerie à des limites conformes aux bonnes pratiques industrielles.</p> <p>Dans le but d'améliorer la souplesse du système de réglementation, Santé Canada émet une autorisation de mise en marché provisoire (AMP) autorisant l'utilisation immédiate de l'enzyme amylase maltogène, conformément aux indications ci-dessus, pendant que le processus officiel de modification du Règlement suit son cours. Un nouvel avis sera publié au début du processus de modification et les membres pourront alors formuler des commentaires au sujet de cette proposition de mesure.</p>
7.	<p>Objectif et raison d'être: <input checked="" type="checkbox"/> innocuité des produits alimentaires, <input type="checkbox"/> santé des animaux, <input type="checkbox"/> préservation des végétaux, <input type="checkbox"/> protection des personnes contre les maladies ou les parasites des animaux/des plantes, <input type="checkbox"/> protection du territoire contre d'autres dommages attribuables à des parasites</p>
8.	<p>Norme, directive ou recommandation internationale:</p> <p><input type="checkbox"/> Commission du Codex Alimentarius, <input type="checkbox"/> Organisation mondiale de la santé animale (OIE), <input type="checkbox"/> Convention internationale pour la protection des végétaux, <input checked="" type="checkbox"/> Néant</p> <p>S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, en donner la référence correcte et indiquer brièvement en quoi le texte notifié est différent:</p>
9.	<p>Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles:</p> <p>Gazette du Canada, Partie I, 31 juillet 2004 (disponible en anglais et français).</p>
10.	<p>Date projetée pour l'adoption: Immédiatement en ce qui concerne l'autorisation de mise en marché provisoire. Quant au règlement final, il sera établi dans la prochaine révision ou le prochain addenda.</p>
11.	<p>Date projetée pour l'entrée en vigueur: Immédiatement en ce qui concerne l'autorisation de mise en marché provisoire. Quant au règlement final, il sera établi dans la prochaine révision ou le prochain addenda.</p>
12.	<p>Date limite pour la présentation des observations: Ce document n'est pas pour le moment présenté pour commentaires. On prévoira cependant une période à cet effet dans le nouvel avis.</p> <p>Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p>
13.	<p>Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: <input type="checkbox"/> autorité nationale responsable des notifications, <input checked="" type="checkbox"/> point d'information national ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (s'il y a lieu) d'un autre organisme:</p> <p>La version électronique du texte réglementaire peut être téléchargée à : http://canadagazette.gc.ca/partI/2004/20040731/pdf/g1-13831.pdf</p>